

Mali/Politique

La rébellion signe à son tour l'accord de paix

AFP  
Bamako/Mali

*Ni autonomie ni fédéralisme. Mais des Assemblées régionales dotées de pouvoirs importants, élues au suffrage universel direct. Tels sont les termes de cet accord.*

LA rébellion à dominante touareg du nord du Mali a signé samedi à Bamako l'accord de paix entériné le 15 mai par le camp gouvernemental et la médiation internationale, censé permettre de tourner la page du jihadisme dans cette partie du Sahel.

L'accord vise à instaurer une paix durable dans le nord du Mali, qui a connu une série de rébellions touareg depuis les premières années d'indépendance du pays, en 1960. En 2012, cette vaste région a été transformée en sanctuaire et en base d'opérations jihadiste, jusqu'au lancement à l'initiative de la France de l'opération Serval

en janvier 2013. Au nom de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA, rébellion), Sidi Brahim Ould Sidati, un dirigeant du Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), a ajouté sa signature à celles figurant déjà sur l'accord, sous les youyous de l'assistance. Lors de cette cérémonie marquée par de nombreuses effusions et expressions de fraternité entre dirigeants de groupes qui s'affrontaient encore sur le terrain récemment, le ministre algérien des Affaires étrangères Ramtane Lamamra, chef de file de la médiation internationale, a salué "un nouveau départ, une nouvelle opportunité et une nouvelle destinée pour cette grande nation malienne".

"La communauté internationale sera toujours à vos côtés mais elle ne peut faire la paix à votre place", a prévenu le chef de la Mission de l'Onu (Minusma),

Mongi Hamdi. "Il y aura des moments de doute et de découragement, des tensions et de la méfiance", a-t-il prédit, juste après la signature, appelant les protagonistes à faire preuve de "bonne foi et bonne volonté". "Faites-moi confiance", a lancé aux participants le président malien Ibrahim Boubacar Keïta. "Nous ferons en sorte que nul ne soit déçu", a-t-il assuré.

Selon un représentant de la CMA, Mahamadou Djeri Maïga, "il ne faut pas que ça ressemble aux accords précédents" entre Bamako et les rébellions antérieures, restés pour l'essentiel lettre morte. "Il faut que chacun respecte ses engagements", a-t-il déclaré. La délégation rebelle s'est ensuite rendue au palais présidentiel pour rompre le jeûne du Ramadan avec le chef de l'Etat, a-t-on appris auprès du Palais.

Au même moment, le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le

Drian, a fait savoir qu'il se rendrait ce lundi au Mali "pour marquer la présence et le soutien de la France à cet accord", selon son entourage.

Le chef de la diplomatie française Laurent Fabius a quant à lui salué l'accord et "félicité" la médiation algérienne dans le processus. "Nous continuerons à œuvrer avec la communauté internationale pour accompagner la mise en oeuvre de cet important accord", a-t-il ajouté dans une déclaration.

Le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-Moon a également félicité les signataires de l'accord et les médiateurs, les assurant du soutien des Nations Unies dans sa mise en oeuvre.

"La paix au Mali demeure la responsabilité du Mali et des Maliens, et le Secrétaire général exhorte toutes les parties à continuer à œuvrer de bonne foi afin de progresser dans cette direction et à appliquer intégralement les dispositions du cessez-le-

feu" a déclaré M. Ban dans un communiqué.

La CMA avait paraphé l'accord négocié depuis des mois à Alger la veille de sa signature le 15 mai à Bamako par le camp gouvernemental et la médiation internationale, mais exigeait pour le signer des discussions supplémentaires.

Elle s'y est finalement engagée après avoir signé le 5 juin à Alger avec le gouvernement deux documents, portant l'un sur des garanties d'application prévoyant l'"insertion prioritaire et majoritaire des combattants des mouvements politico-militaires notamment de la CMA" au sein des forces de sécurité dans le Nord, et l'autre sur des "arrangements sécuritaires". L'accord prévoit la création d'Assemblées régionales dotées de pouvoirs importants, élues au suffrage universel direct, mais, comme le souhaitait Bamako, ni autonomie ni fédéralisme.

Télex Afrique

• Cameroun/Islamistes. 100 artistes pour dire "Stop à Boko Haram"

Une centaine d'artistes camerounais donnaient hier à Yaoundé un spectacle géant pour dire "stop à Boko Haram" à l'occasion de la Fête de la musique, a constaté un journaliste de l'AFP.

• Côte d'Ivoire/Elections. Des milliers de militants au meeting de Ouattara

Entre 3 000 et 5 000 militants, selon les estimations de la police et des organisateurs, ont participé samedi à Abidjan à un meeting de la coalition contre le chef de l'Etat ivoirien, Alassane Ouattara, seul candidat d'envergure déclaré avant la présidentielle d'octobre.

• Somalie/Violences. Attaque des combattants Shebab à Mogadiscio

Des combattants islamistes shebab ont lancé hier une attaque suicide contre une base des services de renseignement dans la capitale somalienne Mogadiscio, ont annoncé des responsables de la sécurité en affirmant que l'assaut avait été repoussé.

• Soudan/Justice. Béchir exfiltré d'Afrique du Sud

Le président soudanais Omar el-Béchir, recherché pour génocide par la Cour pénale internationale (CPI), a été exfiltré d'Afrique du Sud pendant le dernier sommet de l'Union africaine par des policiers chargés de la protection rapprochée du président Jacob Zuma, a affirmé hier le Sunday Times.

A travers le monde

• Grèce/Dette. Tsipras au four et au moulin

Les contacts entre le Premier ministre grec Alexis Tsipras et les dirigeants européens se sont multipliés ce week-end, avant un sommet de la zone euro crucial pour éviter à la Grèce un défaut de paiement aux conséquences imprévisibles.

• Israël/Conflit. Le refus de Netanyahu

La France doit s'attendre à l'opposition farouche d'Israël pour son projet de relancer l'effort international de paix moribond entre Israéliens et Palestiniens, a prévenu en termes vigoureux le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu hier.

• Vatican/Migrants. L'appel du pape

Le pape François a appelé les Occidentaux à ne pas traiter les migrants comme des "marchandises" et a dénoncé une corruption considérée quasi "normale" en Italie, hier lors de sa visite à Turin (nord).

France/A deux ans de la présidentielle

Hollande presse le pas

AFP  
Paris/France

*Des signes montrant qu'il est déjà en campagne – même s'il s'en défend – se multiplient. Il faut dire que le chemin est ardu, avec notamment une impopularité record.*

SON impopularité perdure, l'opposition l'attaque durement. Peu importe, le président socialiste français François Hollande voit l'économie frémir, bat le pavé et laisse sa compagne apparaître à son côté : autant de signes d'un candidat déjà en campagne pour sa réélection en 2017.

"Je ne suis pas dans une course qui n'aurait aucun sens aujourd'hui": le chef de l'Etat, 60 ans, a beau s'en défendre, tout indique qu'il accélère le pas à deux ans de l'échéance. Depuis plusieurs semaines, il sillonne la France à un rythme soutenu, cédant régulièrement à la tentation du bain de foule. "Une main,

un selfie, un bisou, ça fait trois voix", glissait récemment un de ses conseillers.

Parallèlement, l'actrice Julie Gayet, avec qui sa liaison a été révélée par la presse début 2014, commence à s'inscrire par petites touches dans le paysage présidentiel. Jeudi, une première, elle est apparue à une cérémonie officielle. Sur le plan politique, François Hollande, qui avait augmenté les impôts en début de mandat pour tenter de résorber les déficits, a remis sur la table la nécessité de "redistribuer" les fruits de la croissance.

Misant sur un rebond (1 à 1,2% de croissance prévu pour 2015), il vient d'annoncer des coups de pouce pour les retraités et les fonctionnaires "d'ici 2017" et une baisse des impôts sur le revenu pour neuf millions de ménages. "On a l'impression que le président joue au Père Noël", a critiqué Laurent Wauquiez, un des responsables de l'opposition de

droite. "Il fait tourner le moulinet à promesses fiscales en espérant que ça pourra le sauver pour l'élection présidentielle de 2017".

"CRESCENDO" • "Je suis optimiste pour François Hollande, j'espère qu'il sera candidat, je le souhaite (...) Je pense qu'il sera élu", a jugé hier l'un des proches du président, le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian.

Le chemin reste ardu : 73% des Français ont une mauvaise opinion du chef de l'Etat. Il lui reprochent d'avoir échoué à résorber le chômage (10% en moyenne, 24% pour les jeunes). François Hollande a affirmé plusieurs fois qu'il ne briguerait pas de second mandat si le chômage ne baissait pas. Avec ou sans progrès sur ce front, "il ira à la présidentielle", estime toutefois le politologue Stéphane Rozès, patron de la société Cap (Conseils, analyses et perspectives) pour qui "personne à gauche ne

peut incarner d'alternative".

Même le populaire Premier ministre Manuel Valls ne s'opposera pas à lui, pronostique l'analyste. "Il sait que s'il déclençait un affrontement, les Français seraient légitimistes et choisiraient le chef de l'Etat".

"De façon crescendo, il construit l'évidence de sa candidature en maximisant la symbolique de sa fonction présidentielle", fait valoir cet expert.

Pour ce faire, il multiplie les discours lors de commémorations historiques, s'engage sur la scène internationale et se pose en défenseur de la planète à l'approche d'une conférence mondiale sur le climat à Paris qui lui apportera une aura particulière en cas de réussite. Sur le chemin, il pourrait profiter d'une euphorie populaire autour de l'Euro-2016 de football, organisé en France.

**MATCH RETOUR** • En face, l'ancien président de droite Nicolas Sarkozy,

qu'il a battu en 2012, se prépare au match retour. François Hollande, qu'il accuse régulièrement de "médiocrité", est sa cible numéro un.

Malgré ses efforts, il n'est toutefois pas certain d'être en lice en 2017. Empêtré dans des affaires judiciaires, M. Sarkozy doit aussi se débarrasser des rivaux de son propre camp. Dans la perspective de la présidentielle, il est devancé de quasiment dix points par l'ancien Premier ministre Alain Juppé dans le cœur des sympathisants de droite et du centre, selon un récent sondage.

En 2017, l'objectif prioritaire tant de François Hollande que de Nicolas Sarkozy, si ce dernier triomphait d'une primaire à droite fin 2016, sera d'être au deuxième tour de la présidentielle. Car tous les sondages convergent pour dire que Marine Le Pen, chef de file du Front national (extrême droite), pour sa deuxième candidature, fera partie du duel final.